



# MESSAGER DE TAHITI

Journal Officiel des Établissements français de l'Océanie,

PARAISANT TOUS LES VENDREDIS A 3 HEURES DU SOIR

MATARI 22. — N° 12.

TE VEA NO TAHTI.

Mahana pac 21 mati 1873.

PRIX D'ABONNEMENT (payable à l'avance):

Un an ..... 15 F. Pour les Abonnements et les Annonces, s'adresser  
Six mois ..... 10 F. à l'Éditeur : M. le Commissaire du Gouvernement.  
Trois mois ..... 7 F. à l'Éditeur : M. le Commissaire du Gouvernement.  
Un semestre ..... 10 F. Les annoncés renvoient la moitié du prix de la première insertion.

TRIBUNALE DU GOUVERNEMENT.

PRIX DES ANNONCES (ou compris):

Tous les avis et documents ..... 50 c. la ligne.  
Les décrets et arrêtés ..... 10 c. la ligne.  
Les autres renvoient la moitié du prix de la première insertion.

SOMMAIRE.

PARTIE OFFICIELLE. — Décret relative aux cartes de l'île de Papeete. — Nomination, révocation. — Liste des correspondances établies à l'Exposition de Lyon. — PARTIE NON OFFICIELLE. — Bulletin télégraphique. — Nouvelles commerciales. — Measurements des ports de Papeete et Papara. — Annonces.

## PARTIE OFFICIELLE

Nous, Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société ;

Vu l'ultimo des cartes de l'état civil délivrées aux Tahitiens en vertu de la loi du 11 mars 1852 et de l'ordonnance des 17-18 janvier 1866 ;

Attendu que les pertes de cartes, par suite de négligence, augmentent journalement et que leur renouvellement incessant occasionne des frais importants au service indigène ;

Sur la proposition du directeur des affaires indigènes,

Les cartes de l'état civil seront délivrées gratuitement une première fois.

La délivrance de nouvelles cartes, en remplacement des celles qui seront égarées ou endommagées sera, donnera lieu au droit de cinquante centimes au profit de la caisse indigène.

Ce qui sera perçu par l'officier d'état civil, qui en opérera le renouvellement, sera remis versé par le directeur des affaires indigènes.

Le directeur des affaires indigènes est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au Messager de Tahiti, communiquée et enregistrée partout où besoin sera.

Papeete, le 17 mars 1873.

GIRARD.

Par ordre de M. le Commandant Commissaire de la République en date du 17 mars 1873 :

L'ingénieur Étienne a Matai est nommé ingénieur adjoint du district de Hitiia, à compter de ce jour, en remplacement de Opio à Matai, révoqué pour négligence constinuelle dans l'exercice de ses fonctions.

L'ingénieur Vauisa a Matai, corporal major du district de Matai, est révoqué de ses fonctions pour avoir subi une condamnation pour vente d'eau-de-vie.

## Liste des récompenses obtenues à l'exposition de Lyon.

### Médaille d'argent.

M. ADAMS, pour la bonne qualité de son sucre et de ses rhums.  
Astor, pour l'ensemble sa collection.

### Médaille de bronze.

M. le docteur BOISSY, pour sa composition à l'œuvre de l'Exposition:  
Béhal, pour la belle qualité de sa gelée de goyave;  
Bouvet, de district de Papeete, pour ses tapis;  
Lasser, pour ses cafés de la plantation de Papeete;  
Moro, pour ses ouvrages en papier de plâtre;  
Bucard, pour ses ouvrages en papier de plâtre;  
Plastation Brésil, pour la beauté de ses œuvres.

### Mention honorable.

M. BRASIER, pour ses toutes pâtières et empangs;  
GARLAN (Victor), pour ses vanilles.

## PARTIE NON OFFICIELLE

### BULLETIN TÉLEGRAPHIQUE

(Dépêche extraite du Courier de Ses Provinces.)

### FRANCE.

Paris, 22 janvier. — L'Assemblée a voté aujourd'hui une loi qui connaît l'ivrognerie de peines sévères. Le ministre de l'intérieur a informé le comité des troupes que le gouvernement a l'intention d'ordonner des élections pour remplir les sièges vacants à l'Assemblée; ces élections auraient lieu pendant la première semaine d'avril.

Paris, 23 janvier. — Le procès du maréchal Bazaine commencera le 28 avril.

Paris, 28 janvier. — Le comité des trente a terminé la discussion du rapport du sous-comité chargé du projet de réformes constitutionnelles. Après avoir passé une résolution affirmant leur droit de résoudre les questions constitutionnelles qui leur sont soumises, ils ont adopté deux amendements au décret proposé par le sous-comité, décret qui comprend la création d'une seconde chambre, une nouvelle législature de six ans, et l'élection du président. Le président a introduit la parole devant l'Assemblée. Le décret sera soumis à M. Thiers avec un amendement permettant au président de prendre la parole sur toutes les interpellations importantes. M. Thiers se rendra devant le comité vendredi pour donner ses vues sur le décret ainsi amendé.

Paris, 29 janvier. — Le protocole final du traité de commerce entre la France et l'Angleterre a été signé cette après-midi.

Paris, 30 janvier. — M. Thiers a informé M. de Tracy qu'il n'est pas accepté le projet de réformes constitutionnelles qui lui a été présenté.

Paris, 1<sup>er</sup> février. — Après un débat agité de trois jours, provoqué par le rapport de la commission d'enquête sur les contrats conclus à Lyon pendant la guerre, l'Assemblée a cette après-midi, par un vote de 559 contre 43, condamné la clause des individus qui ont été à cette époque dans les rangs de l'armée dans cette ville.

Paris, 1<sup>er</sup> février. — M. Thiers s'est rendu aujourd'hui au sein de la commission des trente et y a très-longuement exposé ses vues sur le projet constitutionnel qui lui a été soumis. Il a dit que le projet renforçait des affaiblissements mal déguisés contre lui-même, mais qu'il accepterait néanmoins certaines amendements qui lui a déclaré indispensables étaient adoptées. Après avoir fait une mordante critique du projet, il a insisté qu'il était nécessaire qu'il fut libre de prendre la parole à l'Assemblée sur toutes les questions de politique générale, et a conclu en ces termes : « Vous m'humiliez j'accepte l'humiliation, mais je ne veux pas devenir un misérable politicien. Je ne suis pas un petit bourgeois, mais le pouvoir que me laisseraient vos conditions serait impuissant. » M. Thiers se rendra encore aujourd'hui au comité des trente.

Paris, 1<sup>er</sup> février. — Le Bon Public dit qu'un compromis a été effectué entre M. Thiers et le comité des trente. Le comité consent à modifier son projet en ce qui concerne le droit de veto de façon à laisser au Président le pouvoir de suspendre l'opération d'une loi pour deux mois après qu'elle a été votée. Le comité reconnaît aussi au Président le droit de prendre parti personnellement aux débats dans toutes les questions de politique générale et lorsque le gouvernement est interrogé. Les légitimistes et les forces cléricales se montrent indignées de ces concessions qui leur semblent exorbitantes.

Paris, 8 février. — Le comité des trente a adopté l'amendement du M. d'Haussonville, d'après lequel le conseil des ministres a le droit de décider si la présence de M. Thiers est nécessaire à l'Assemblée pendant les discussions sur les projets de loi et par des interpellations. La proposition Dufaure, demandant une législation promise sur la suppression des clauses des chartes de la prochaine Assemblée, l'organisation d'une seconde Chambre et aussi d'une commission exécutive devant siéger dans l'intervalle qui s'écoulera entre la dissolution de l'Assemblée actuelle et la réunion de celle qui sera appelée à lui succéder, a été rejetée. La commission a alors adopté les autres articles.

Paris, 10 février. — Une députation du centre gauche s'est rendue auprès de M. Thiers hier soir pour l'assurer du succès de cette partie de l'Assemblée. Le Président a exprimé l'espoir de pouvoir faire adopter les vues du gouvernement par le comité des trente; s'il n'y réussit pas, il soumettra ces vues devant l'Assemblée. Le comité spécial chargé du révisionnement du projet de loi électoral a résolu de voter pour son rapport au comité des trente; il donnera sa démission plutôt que de le faire.

Paris, 17 février. — Le docteur Broglio a aujourd'hui son rapport au comité des trente. La forme en est très-conciliante, mais il maintient les résolutions de la majorité. — M. Olazagut, ambassadeur d'Espagne, s'est rendu ce matin chez M. de Rémusat, et il a lu la circulaire de Castellar annonçant l'établissement de la République espagnole. L'ambassadeur a dit que l'Assemblée, en proclamant la République, n'a codé à aucune pression intérieure ou extérieure; que le peuple est tranquille, l'armée obéissante, et les autorités calmes. Le gouvernement est résolu à maintenir l'ordre à tout prix. Il compte sur le respect à la loi, qui est de tradition chez les Espagnols, et sur la fidélité de l'armée. L'Espagne a toutes les ver-

Sécession en Espagne.

tive nécessaire pour faire un gouvernement libre. Afin de dissiper des imprécisions fausses et des apprehensions, le gouvernement espagnol a été décidé à maintenir l'organisation de l'armée.

## ESPAGNE.

Madrid, 23 janvier. — Un grand meeting contre l'esclavage a eu lieu dans le Théâtre Royal aujourd'hui. De magnifiques discours ont été prononcés au milieu d'un immense enthousiasme. Le comité des Cortés chargé de la question de l'abolition de l'esclavage à Porto Rico estime que les indemnités à accorder aux propriétaires d'esclaves se monteront à 140 millions de réaux.

Madrid, 29 janvier. — Des pétitions demandant aux Cortés l'abolition de l'esclavage continuent à arriver de tous les points du royaume.

Madrid, 30 janvier. — A la seconde Chambre des Cortés un décret a proposé d'arrondir le projet de loi sur l'abolition de l'esclavage. Cet arrondissement demande que l'affranchissement des esclaves ait lieu immédiatement après le passage de la loi et non quatre mois après. — La reine d'Espagne est accueillie d'un garçon hier.

Madrid, 31 janvier. — Il y a eu de grandes réjouissances à l'occasion du naissance d'un prince. On a chanté le *Tu Diu* dans les églises, des salves d'artillerie ont été tirées, et le soir la ville a été illuminée. Le prince sera baptisé sous le nom de Luis-Anaestasio-Fernando. — Le général de renseignement officiel inscrit qu'il y a 260 000 personnes à Cuba.

Madrid, 4<sup>e</sup> février. — Aujourd'hui la Chambre basse des Cortés, Zorrilla a demandé un crédit de dix-sept millions de réaux pour réparer les lignes télégraphiques interrompues par les carlistes. Le ministre a dit qu'il regrettait d'annoncer que des bandes écrantes de carlistes commettaient dans le nord de nombreux excès, mais que cependant les troupes royales poursuivaient vigoureusement les insurgés. Il a ajouté que le gouvernement avait été informé de la destruction d'une bande à Maestrazgo; qu'une autre bande avait été défaite à Bellalosa, et qu'une troisième forte de douze cents hommes, avait été vaincu en deux fois après avoir perdu deux cent cinquante hommes. Il a terminé en disant qu'il espérait que l'insurrection serait bientôt réprimée et les communiqués avec la France rétablis.

Madrid, 5<sup>e</sup> février. — Hier aux Cortés, un membre républicain a proposé d'étendre à l'île de Cuba les effets de la loi abolitionniste concernant Porto Rico; il lui seraient en outre accordées de façon à ce que les caciques, et non leurs amies, recevraient l'indemnité allouée par le gouvernement.

Madrid, 9 février. — Le roi Amédée a l'intention d'abdiquer. Il remettre ses pouvoirs aux Cortés. La ville est occupée.

Madrid, 10 février. — A la suite d'un conseil des ministres, tenu hier matin, le roi a décreté l'expulsion de toutes les personnes étrangères qui ont, sans connaissance avec M. Rivero, président des Cortés. Dans le cas où le roi n'obéisse, le Sénat et le Congrès consisteront à siéger, mais si un seul Chambre, jusqu'à ce que la forme future de gouvernement soit déterminée.

Le ministre d'artillerie a déclaré qu'il regrettait l'intention du roi à un dissensément qui s'est élevé entre lui et ses ministres, en novembre dernier, lors de la nomination du général d'artillerie Hidalgo au poste de capitaine général des provinces basques. La majorité des officiers d'artillerie ayant envoyé leur démission en protestation contre la nomination d'Hidalgo, le roi a démis ce dernier et nommé temporairement de servir sous Hidalgo, ce qu'il avait participé au massacre des casernes de San Gén en 1866, colosci qui avait été arrêté; mais évidemment le ministre lui avait donné un poste important en Catalogne, d'où une nouvelle protestation des officiers d'artillerie, dont cette fois il ne fut pas tenu compte. Le ministre porta l'affaire devant les Cortés et obtint un vote de confiance presque unanime. Or, comme le roi avait dès le début désapprouvé la nomination d'Hidalgo, il s'est mortifié de ce que ses ministres, au moyen d'un vote des Cortés, l'aient obligé d'accepter à la dernière nomination. Les députés qui appartenaient à la fraction la plus avancée du parti républicain se sont réunis hier matin et ont démissionné. Le roi a alors nommé à leur place une trentaine ouvriens. Ils ont décidé de garder une attitude paisible mais énergique, et, si la démission du roi est revocée, d'encourager des manifestations pacifiques en faveur de la république. Les ministres n'étaient pas présents à l'ouverture de la séance des Cortés. Figueras, chef du parti républicain, a exprimé la surprise que lui causait l'absence des ministres en pareille circonstance. Il a demandé qu'on les priât de venir. Le président Rivero a envoyé alors un messager rejoignant la présence du cabinet aux Cortés. M. Zorrilla présente son décret de démission peu de temps après. Il a pris la parole et reconnaît que la situation est extrêmement critique et que le gouvernement avait intérêt à ne rien risquer. Il a conseillé aux républicains de ne pas se séparer, bien d'officier n'a encore été fait, a-t-il dit, et le devoir du gouvernement est de maintenir l'ordre. En pareille circonstance, il voudrait mieux que le Congrès ne siègeât pas. Zorrilla a ensuite informé ses auditeurs que le roi lui avait dit samedi qu'il était formellement résolu à abdiquer. Les ministres ont cherché à l'en dissuader, et finalement ont obtenu qu'il réclame vingt-quatre heures ancora avant de se déclarer. Tout ce que je puis dire, a ajouté le premier ministre, c'est que jusqu'à présent je n'ai pas reçu de décret de démission de la part du roi, et que dans l'état d'indécision où nous sommes, je n'ai pas une pression à faire à la Chambre. Figueras a répondu qu'il n'avait pas pourvu qu'il n'était pas convenable que le Congrès continuât de siéger, et il a demandé qu'il contrarie il se déclarât en permanence. Cette motion a été adoptée, et à 10 heures et demie, ce soir, la séance fut encorée.

Madrid, 10 février, minuit. — Ce soir à huit heures le roi a confirmé à Zorrilla sa détermination d'abdiquer. Depuis vendredi dernier, les ministres, auxquels le roi avait annoncé son intention, ont fait tous leurs efforts pour l'en dissuader. La nouvelle de l'abdication du roi cause une grande émotion; néanmoins il ville est tranquille.

Madrid, 11 février. — Le roi Amédée persiste dans sa détermination. On croit qu'une commission exécutive sera nommée pour proclamer la république. Lorsque la nouvelle de la démission du roi a été connue, des groupes se sont formés et il y a eu quelques tentatives d'émêtements. Le Congrès, réuni en session la nuit dernière, a décidé la formation d'un comité de permanence composé de cinquante députés aux Cortés.

Washington, 11 février. — Le secrétaire d'Etat Fish a reçu ce soir la dépêche suivante du général Sickles, ambassadeur américien

à Madrid: « Ce soir à neuf heures les Cortés ont adopté la forme républicaine de gouvernement par un vote de 239 contre 32. »

Londres, 11 février. — Depuis six heures ce matin, les dépeches reçues de Madrid annoncent qu'il n'y a pas de troubles. Il semble y avoir une disposition à maintenir l'ordre et à soutenir les autorités provisoires. Hier, les deux Chambres se sont réunies de bonne heure; elles ont entendu la lecture du message officiel annonçant l'abdication. Ce message dit que le roi a manifesté volonté avant d'agir ainsi. Il a accepté la commission de l'Assemblée nationale, le Sénat et le Congrès se sont réunis en assemblée souveraine. Rivero, président du Congrès, dans un bref discours, s'est déclaré responsable du maintien de l'ordre. L'abdication du roi a été acceptée par l'ennemi. Une commission composée de membres du Sénat et du Congrès a été nommée pour rédiger une réponse au message; une autre commission a été nommée pour accompagner le roi à l'Assemblée. Semerio a ensuite proposé que l'Assemblée élise un décret pour assurer une république, et il a été approuvé à l'unanimité le pouvoir suprême. La résolution a été adoptée par un vote de 259 contre 32. La résolution de Pio conteste les propositions suivantes: l'Espagne est déclarée en république; l'Assemblée nationale est investie de l'autorité supérieure; nomination d'un gouvernement responsable chargé de l'exécution des décrets de l'Assemblée; nomination d'une seconde Assemblée chargée de déterminer la forme de la Constitution. La résolution a été divisée en plusieurs clauses qui ont été votées séparément. Les deux premières clauses, la déclaration de la république et la délégation des pouvoirs à l'Assemblée, ont été adoptées. Les autres clauses seront soumises à la discussion. Salmeron propose que le gouvernement des Zorrilla soit maintenu jusqu'à ce que l'Assemblée détermine si le nouveau gouvernement soit élu; avant que la révolution de senior Pio soit adoptée. Zorrilla est venu à la Chambre et a demandé l'urgence sur la proposition de Salmeron. Il a été approuvé à l'ordre par le président, qui l'invite à reprendre son siège au banc des ministres. Martes, ministre des affaires étrangères, dit qu'il est déplorable que le président de l'Assemblée use de procédés tyanniques lorsque la royauté est remplacée par la république. Rivero, sur ses paroles, a quitté le fauteuil de la présidence et Figueras a été appelé à présider.

Madrid, 12 février. — Les Cortés, aujourd'hui, ont élu un gouvernement dont voici les compositions: Francisco Fernández, président du conseil; Conde de la Torre, ministre de l'Intérieur; Nicolas Salmeron, ministre de la guerre; Francisco Salmeron, ministre des finances; Bartolomé Castellar, ministre de la marine;

Castellar, ministre des affaires étrangères; Bascara, ministre des travaux publics; Echegaray, ministre des finances. Les membres du nouveau gouvernement se sont assis dans le banc des ministres après l'élection, et Figueras a pris la parole. Il a dit qu'il devait se nommer à l'avenir la plus grande liberté pour le choix de son gouvernement et de ses représentants. Il a la liste de nombreux programmes, notamment que l'Assemblée voterait une loi dans les deux dernières semaines. Il a dit qu'il croit que l'Espagne pourrait dès lors exercer une légitime influence dans les affaires européennes; qu'il croit que les autres nations laisseront ne tarderont pas à suivre son exemple; et que le gouvernement qui venait d'être choisi garantirait l'intégrité nationale. Les Cortés se sont ensuite séparées; elles doivent être démantelées leur président. Ce soir, la ville est tranquille. La révolution sera célébrée par une grande illumination.

Londres, 12 février. — Les dépeches de Madrid annoncent que le roi Amédée est parti pour Lisbonne avec sa femme et ses enfants.

Madrid, 13 février. — Les deux Chambres des Cortés se sont réunies aujourd'hui en Assemblée nationale, et ont élu pour président le général de l'armée de l'Est, Martínez. L'Assemblée a nommé l'ambassadeur de l'Espagne à Paris. Martínez, l'ambassadeur des affaires étrangères. Toutes les personnes dont on a des nouvelles leur donnent leur adhésion au nouveau régime. Pendant le voyage d'Espagne en Portugal, le roi Amédée et sa famille ont reçu à toutes les stations l'accueil le plus respectueux. — Une dépêche reçue de Washington par le ministre américain annonce que le gouvernement des Etats-Unis a officiellement reconnu la république espagnole.

Madrid, 13 février. — Les membres du nouveau gouvernement en conseil ont été grâce à plusieurs condamnes qui devaient être exécutées aujourd'hui à Barcelona. Castellar, ministre des affaires étrangères, prend un ministère avec des personnes étrangères expliquant que le succès du gouvernement dépendra. On apportera des moyens d'arrêter le peuple pour repousser l'invasion carliste.

Madrid, 13 février. — L'Assemblée nationale a adopté l'Adressa ou réponse au Message d'abdication du roi Amédée. Il y est dit que lorsque les périodes de la situation actuelle seront passées, les Espagnols ne pourront offrir à Amédée une couronne, mais que lui offriront une autre dignité, celle du citoyen d'un pays libre et indépendant. Espartero a envoyé ses félicitations au nouveau gouvernement. M. Oizaga, ambassadeur d'Espagne à Paris, a trois fois offert sa démission, mais le gouvernement l'ayant pris de résort à son poste dans l'intérêt du pays et de la liberté, il y a consenti. Des contre-votes ont été votés dans les deux Chambres. Ces derniers étaient venus de quitter Madrid, le général Nouvelles et son conseil curistique général de Madrid. D'après la *Correspondencia*, le drapeau de la République sera violet, blanc et rouge. On rapporte que le général Moriones, qui commande en chef dans le Nord, a télégraphié son adhésion au nouveau gouvernement. Le général Paiva est nommé commandant en chef des troupes de la Catalogne. Les juifs révolutionnaires, qui n'avaient cessé d'exister secrètement dans les provinces, sont en train de se dissoudre. Les Banques espagnoles ont offert des fonds aux ministères. La Gaceta rapporte la défaite des carlistes à la Catalogne. Aujourd'hui, l'Assemblée a entendu la lecture de deux lettres de la part du premier ministre, dans lesquelles il a déclaré qu'à l'avoir la justice sera rendue au nom du peuple. Senor Echegaray, ministre des finances, a déclaré que l'Espagne respectera ses obligations financières. Cette déclaration a provoqué de vifs applaudissements. Le ministre a continué en disant que le gouvernement républicain avait intérêt à maintenir le crédit de la nation, et que sa devise serait: « Respect au droit. » Montemayor a donné

*Mémoires de l'Amérique latine*

La démission d'Amédée pour l'Italie. Les ambassadeurs espagnols des cours d'Amérique et de l'Europe ont été nommés au poste de :

Madrid, 16 février. — M. Sardou, ministre amédéen qui s'est rendu à Madrid, a été nommé au poste d'ambassadeur et lui a été adressé la feuille en verso : « Accordement à l'ordre que j'ai reçu du mon gouvernement de la République, je reçoive et la dignité avec laquelle le changement a eu lieu, tout d'un heurieux augure pour l'avenir glorieux de l'Espagne. Nos Etats-Unis, occupant une vaste étendue de ce continent qui la fait et la valeur espagnoles ont civilisé, ne peuvent être comparables au spectacle de l'empereur du Ferdinand et d'Isabelle transformé en république. Le peuple américain se rejouit de voir l'Espagne imiter son exemple, et établir sa prospérité et son pouvoir sur des bases solides. En effet, il existe dans les sentiments du présent Grand et un renommement très autorisé, je rompis un devoirs les plus précieux de ma mission auprès de ces deux généraux pays. » Figueras a répondu qu'il serait égorgé par la responsabilité qui pesait sur lui sans les moments qu'il avait eu, où le ministre venait de se faire l'interpréter si élégant de la voix robuste du peuple andrinien en clamant la république, qu'un peu d'énergie avait fondu et que la prudence m'inspirerait. Si les Etats-Unis doivent à l'Espagne la découverte de ce continent américain, l'Espagne doit aux Etats-Unis la fondation d'un nouvel ordre social, et elle se souviendra du digne exemple qui lui ont donné les Etats-Unis. Figueras a alors terminé son discours en ces termes : « Nous devons faire tout ce qui est nécessaire pour intégrer dans notre pays qui est destiné, sous le drapeau espagnol, à servir du point de soutien entre les deux continents. Pour que les Antilles puissent accomplir leur mission, nous comprenons l'importance espagnole et le rôle de nos institutions. »

Madrid, 16 février au soir. — Hier l'Assemblée a sanctionné le décret d'émancipation pour tous les insulsins républicains et les individus sous le coup des poursuites pour dérangement. Le ministre des colonies a un télégramme des autorités de la Havane, demandant leur adhésion à la république. En réponse, l'Assemblée a adopté une résolution déclarant qu'il était avant tout cette adhésion avec joie. On approuve officiellement que le général Parvissé, commandant en chef de l'armée du Nord, a été nommé du général Moragues, et que ce dernier a été nommé poste de directeur de la cavalerie. Le général de l'Etat est porté pour Hispanus, n'en ayant pas informé les personnes républicaines. La mission de Castellar était immédiatement après midi. Le ministre a reçu une seringue. Il y a rencontré par un discours élégant.

Bridgetown, 17 février. — La majorité des généraux conservateurs de l'armée espagnole ont assuré le gouvernement qu'ils n'étaient pas opposés à la république. Le marquis de Bouillé, ambassadeur de France, a eu aujourd'hui un long entretien avec Castellar. On vient de rendre un décret qui dispense les officiers de l'armée du service régulier de faire partie de l'ordre de l'Insigne de l'Ordre de l'Espagne du Nord, adverse aux intérêts des provinces basques et de la Navarre. Une proclamation du roi a été faite pour faire croire qu'il déposait les armes de la guerre, mais qui fut immédiatement annulée par un décret qui déclara que le nouveau gouvernement, la démission du marquis Montemayor, ambassadeur d'Espagne en Italie, a été acceptée.

Madrid, 18 février. — Une proclamation d'Amédée sera publiée en vertu de laquelle les corsaires insurgés dans les provinces du Nord seront pardonnés s'ils font leur soumission dans l'espace de deux semaines. Dans leurs contraires, ils seront traités avec la plus grande rigueur. On discute l'opportunité d'envoyer des représentants dans les républiques d'Amérique du Sud. Le décret sur le projet loi concernant Puerto Rico a commencé aujourd'hui. Senor Oriente refuse d'accepter le poste d'ambassadeur à Paris.

## CÉRÉMONIE.

La Havane, 16 février. — La nouvelle de l'abdication d'Amédée et de la proclamation de la république en Espagne a été publiée cette après-midi. Elle a eu pour effet de jeter la perturbation dans les affaires. La prime sur l'or a monté à 25 p. 100, auquel le cours n'a pas trouvé de vendeurs. Gérols doit faire, au sujet de la monnaie, une déclaration au conseil. Il a été décidé d'arrêter l'impression d'écus espagnols et de faire imprimer à l'heure du paix pour le nouveau gouvernement. La démission du marquis Montemayor, ambassadeur d'Espagne en Italie, a été acceptée.

## PORTUGAL.

Lisbonne, 11 février. — Une insurrection a éclaté parmi les matifs de Loulé, sur la côte sud-ouest d'Afrique ; des navires de guerre avec des troupes ont été expédiés pour rétablir l'ordre dans la colonie.

Lisbonne, 13 février. — Le ministre des travaux publics et les directeurs des chemins de fer se sont rendus par ordre du gouvernement au devant du roi Amédée et de sa famille pour les escorter jusqu'à Lisbonne. Un palais a été mis à la disposition du roi Amédée pour le temps qu'il restera ici, et qui est attendu demain. Le roi Louis et ses ministres le recevront au débarcadère. — Les affaires d'Istria ont été remises au nouveau débarcadère et d'inquiétudes. Les faits ont été arrêtés.

Lisbonne, 14 février. — Le roi Amédée est arrivé ici ce matin. Le roi Amédée et sa famille ont été reçus à leur arrivée à la station par le roi, la reine, le prince Auguste et les membres du cabinet. Le roi est descendu chez l'ambassadeur d'Italie. L'ex-reine était fatiguée ; elle s'est rendue au palais dans une chaise à porteurs. Les rues sur le passage des nobles voyageurs étaient pleines de monde. Les événements d'Espagne ont donné lieu à un débat au sujet de la Chambre des Députés. S'il devait voter pour l'abdication, alors que les élus devaient voter pour l'accord de se succéder dans la maison royale, il devrait voter pour l'échec au Portugal, et il a engagé tous les membres à soutenir la Constitution. Le premier ministre a répondu qu'il n'entrevoit aucun danger pour le pays. L'idée d'une union entre l'Espagne et le Portugal gagne du terrain.

Lisbonne, 16 février. — Le gouvernement a demandé au Cortés d'appeler immédiatement neuf mille hommes de la réserve pour former une armée d'observation sur la frontière espagnole. Zorrilla est arrivé au Portugal. Il dit que Victor-Emmanuel a été nommé au poste de son fils, et qu'il avait d'abord refusé de donner son consentement au retour de celui-ci en Italie, mais qu'après réflexion, il lui avait écrit qu'il serait heureux de le recevoir. L'opinion d'Espagne est plus malade ; elle est obligée de garder le lit. L'ambassade anglaise, en ce moment dans le Tage, s'est mise à la disposition de l'ordre.

position de l'ex-roi d'Espagne. Hier, les étudiants de Coimbre ont parcouru paisiblement les rues, en l'honneur de l'établissement de la république espagnole.

## ITALIE.

Rome, 28 janvier. — Un décret royal autorise l'Etat à prendre possession de seize couvents dans la ville de Rome.

Rome, 30 janvier. — Randolph Rogers a été élu membre de l'académie romaine du Saint Lac ; c'est le premier citoyen des Etats-Unis qui reçoit cet honneur.

Rome, 8 février. — M. de Corellio, le nouvel ambassadeur français au Vatican, a remis hier au pape ses lettres de créances.

Naples, 12 février. — Une frégate italienne est partie pour Liverpool, où elle doit prendre le roi Amédée pour le ramener ici. Un autre navire va être envoyé de la côte à la mer pour prendre le personnel du navire du roi et de ses équipages.

Florence, 13 février. — La municipalité de Milan a télégraphié à Amédée qu'il était le bienvenu à rentrer chez lui.

Rome, 13 février. — Le pape a donné hier audience à plusieurs officiers de la marine américaine. Dans le cours de la conversation, Sa Sainteté ayant demandé comment il serait reçu en Amérique, les officiers ont répondre que leur pays regarderont comme un grand honneur qu'il voulût y fixer sa résidence.

Rome, 15 février. — Les Chambres italiennes ont adopté une adresse élégante et affectueuse à Amédée.

Rome, 17 février. — Dimanche, au théâtre, Victor Emmanuel a été salué par les cris de : Vivent le roi et Amédée !

## Suisse.

Berne, 8 février. — Le Conseil d'Etat a approuvé pour trois mois les appointements de tous les prêtres qui lèvent en chaîne le bref du pape établissant un évêché à Genève. La conférence de Berne a décidé la création d'un grand évêché-sénéquier pour tous les dissidents.

Genève, 9 février. — Le Grand Conseil du canton de Genève s'est prononcé contre la séparation complète de l'Eglise et de l'Etat.

Berne, 12 février. — Le Conseil fédéral a adressé au chargé d'affaires du pape, à Berne, une lettre dans laquelle il conteste d'une manière fort raide le droit du pape à démembrer les évêchés suisses. Le Conseil engage contre l'évêque Merello à occire promptement si l'ordre fait obstacle à la séparation.

Genève, 17 février. — M. Brünnli ayant déclaré au Conseil fédéral qu'il était décidé à renoncer ses fonctions de vicaire apostolique malgré la défense des autorités, a été condamné sous escorte jusqu'à la frontière française.

## ALLEMAGNE.

Berlin, 22 janvier. — L'émigration en Amérique des Allemands établis en Prusse prend de grandes proportions. Cent vingt familles ont quitté Bérisviller seulement.

Berlin, 23 janvier. — Aujourd'hui à la Chambre des députés on a interpellé le gouvernement sur l'émigration et sur les mesures qu'il songe à prendre pour empêcher l'émigration. Le ministre avait le droit de changer de domotile. Ce qu'il fait, c'est faire simper le pays à cultiver pour le quitter, et le faire émigrer. Les prévisions sont de rendre moins forte la condition du passeport. Voilà ce que le gouvernement a en vue, et par ces moyens il espère arriver au résultat désiré.

Berlin, 23 janvier. — Bismarck s'est présenté aujourd'hui à la Chambre des députés, où il a été chaudement acclamé. Il a dit que sa retraite du présidence du conseil était due seulement à des raisons de santé et qu'il n'y avait aucune différence d'opinion entre lui et ses collègues.

Berlin, 28 janvier. — L'antimone a décidé de ne plus faire faire entrée de vaisseaux allemands dans augmenter les défenses des côtes avec des batteries et des tourelles.

Berlin, 30 janvier. — Le projet de loi amendant la Constitution relativement à la législation régissant la protection de l'Eglise et de l'Etat a passé à la seconde lecture à une grande majorité.

Berlin, 5 février. — Bismarck a soumis au conseil fédéral une proposition demandant l'emploi d'une somme de 55 millions de thalers aux fortifications de Cologne, de Königsberg, Kiel, Wilhelmshaven et Posen. Les évêques catholiques ont adressé à l'empereur un mémoire protestant contre le passage du projet de loi en discussion à la Diète.

Berlin, 5 février. — Le projet de loi pour la réorganisation de l'armée prussienne est presque prêt à être présenté à la Chambre des députés. Ce projet porte la durée du temps de service à 12 ans : 3 ans dans l'Armée active, 4 ans dans la réserve et 5 ans dans la landsknecht.

Berlin, 6 février. — Le rédacteur d'un journal de Posen vient d'être condamné à quatre mois de prison pour un article ayant pour titre : « La haine contre l'Eglise de Dieu. »

Berlin, 14 février. — Le ministre d'Espagne a eu aujourd'hui un entretien de deux heures avec le prince de Bismarck. On a été surpris de ce que la république espagnole soit reconnaissable au décret de l'Assemblée. La Chambre des députés a reçu aujourd'hui un message royal qui nomme une commission pour faire une enquête sur les faits du coup d'Etat et qui a été parlé relativement aux concessions de chevaux de fer.

## AUTRICHE-HONGRIE.

Vienne, 4 février. — Le Palais de l'Exposition est achevé. On communique à y recevoir les objets envoyés par les exposants.

Pest, 8 février. — La Chambre des députés hongrois est saisie d'un projet de loi pour l'exclusion des Juifs.

## MEXIQUE.

Mexico, (sans date.) — Le général rebelle Lozada a été échoué dans plusieurs engagements devant Guadalajara et Mazatlan ; ses forces furent vers Tepic devant les troupes du gouvernement. La paix règne dans les autres parties de la république.

Mexico, 1<sup>er</sup> février. — L'insurrection de Tepic, sous Lozada, prend des proportions formidables. Lozada, dans son manifeste, propose un gouvernement similaire à celui de la commune du Pas. Son armée a envahi plusieurs parties du Jalisco et de Guadalajara.

## AUSTRALIE.

Melbourne, 5 février. — La corvette anglaise *Bassalt* a saisi trois navires qui avaient enlevé des esclaves polynésiens.

Melbourne, 17 février. — La conférence astrolonomique sur les postes et le télégraphe a recommandé la route de San Francisco comme préférable pour la transmission des mèlles entre l'Europe et l'Australie.

